

N° DDTM : 2015 - 2192

PREFET DES LANDES

Récépissé de dépôt de dossier de déclaration
donnant accord pour le commencement des travaux
concernant la création et le remplacement de forages d'irrigation
sur les communes de RION-DES-LANDES et PONTONX-SUR-L'ADOUR

DOSSIER N° 40-2015-00415

Le préfet des LANDES
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;
VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Midouze,
VU l'arrêté préfectoral donnant délégation de signature au Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;
VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 08 Décembre 2015, présenté par EARL DU SERPOLET, enregistré sous le n° 40-2015-00415 et relatif à :
la création et le remplacement de forages d'irrigation ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**EARL DU SERPOLET
1517 CHE DU SERPOLET
40465 PONTONX SUR L'ADOUR**

concernant **la création et le remplacement de forages d'irrigation** dont les principales caractéristiques de l'opération sont :

<i>Commune</i>	RION-DES-LANDES	RION-DES-LANDES	RION-DES-LANDES	RION-DES-LANDES	RION-DES-LANDES	PONTONX-SUR-L'ADOUR
<i>Section et parcelle n°</i>	AM 108	H 164	H 350	AM 89	H 320	AY 30
<i>Lieu dit</i>	LORIOU	LORIOU	BUSQUET	CHANTRON	LELANNE	SERPOLET
<i>Profondeur autorisée (m)</i>	20	20	20	20	20	20
<i>Coordonnée X</i>	384942,59	385139,34	383526,94	385309,53	384363,94	388228,56
<i>Coordonnée Y</i>	6320345,5	6320507,5	6320382,5	6320571,5	6319005,5	6308844,5
<i>Agrément</i>	6730	6732	6785	6816	42716	42717

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D)	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant peut débuter son opération dès réception du présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de RION-DES-LANDES et PONTONX-SUR-L'ADOUR, où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) de Commission Locale de l'Eau SAGE Midouze pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture des LANDES durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de RION-DES-LANDES et PONTONX-SUR-L'ADOUR par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de un an à compter de la date de notification de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé. L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

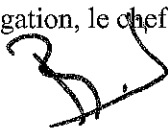
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations. Le présent récépissé ne préfigure pas du résultat de l'instruction pour la demande de prélèvement d'eau souterraine.

MONT DE MARSAN, le 8 décembre 2015

P/ le Préfet,

Par Délégation, le chef du service chargé de la police de l'eau,



Bernard GUILLEMOTONIA

PJ : Arrêté du 11 septembre 2003

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.